



MAIRIE DE CAP-D'AIL

ARRETE TEMPORAIRE PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVENUE DU 3 SEPTEMBRE

AM PM N°49/21

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L.2212.1 et L.2213.1;
VU l'article R 417-10-II-10° du Code de la route ;
VU l'arrêté municipal n°41/16 du 14 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n°56/21 du 5 février 2021 portant règlement permanent de Police, de circulation et stationnement sur la commune de Cap d'Ail ;
VU la délibération n°12/17 du 22 mars 2017 actualisant les tarifs des régies municipales en ce qui concerne les droits de voirie ;

CONSIDERANT la demande présentée le 19/03/2021 par France Global Relocation, 4 rue Jacqueline Auriol, ZI du commandant Rolland, 93350 Le Bourget, Tel. 01.43.11.38.55 aux fins d'occuper le domaine public, avenue du 3 Septembre, et permettre de procéder à un déménagement **les 8 et 9 avril 2021 de 8h à 18h.**

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Pour les besoins de l'opération, le stationnement sera interdit à tout véhicule, à l'exception du véhicule de la société Revelli Transport, chargée de l'opération, sur 3 emplacements au droit du n°109 avenue du 3 septembre, le long du garage Centrauto, au plus proche du n°174, **du 08/04/2021 à 07h au 09/04/2021 à 18h.**

ARTICLE 2 : La signalisation correspondante sera mise en place dans un délai de quarante-huit heures minimum avant le début du déménagement par les services municipaux.
Tout véhicule en infraction avec les dispositions du présent article sera considéré comme gênant la circulation publique et conduit en fourrière aux frais de son propriétaire en application des articles R417-9 à R417-13 du Code de la Route.

ARTICLE 3 : L'entreprise ne devra pas gêner l'accès des véhicules au Centrauto.

ARTICLE 4 : Cette occupation de voirie est soumise à une taxe (de 10.28€ par jour/place) prévue par arrêté municipal et sera réglée au régisseur des recettes de la commune selon le tarif en vigueur, correspondant à la délivrance de la présente autorisation.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : La Directrice générale des services de la Mairie, le Directeur des services techniques et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Commandant de la Communauté de brigades de Gendarmerie de Cap d'Ail et au pétitionnaire.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.



Fait à Cap d'Ail, le 23/03/2021
Le Conseiller Municipal délégué à la sécurité

André MALLEA